

AFP, 25 septembre 2014

Date : 25/09/2014
Page : 1/1
Edition : Fil Gen
Périodicité : Quotidien
Surface : 76 %



Mots : 512

Jihadistes/Turquie : pas de "dysfonctionnement" des services français (délégation parlementaire)

Paris, 25 sept. 2014 (AFP) -

La délégation parlementaire au renseignement, réunie jeudi pour entendre des responsables de la police et du renseignement sur les ratés lors de l'arrivée en France de trois jihadistes présumés venus de Turquie, a conclu à l'absence de "dysfonctionnement" des services français, selon un communiqué.

La délégation parlementaire souligne toutefois "l'impérieuse nécessité d'améliorer les conditions d'échanges de informations avec les services étrangers" et "de mettre en place le plus rapidement possible le système de traitement des données passagers (PNR - Passenger Name Record)", dont "l'absence explique en grande partie les événements étudiés".

Le président de la délégation, Jean-Jacques Urvoas (PS), a précisé à l'AFP que celle-ci allait "poursuivre ses investigations pour croquer les informations" sur cette affaire, en vue de son rapport annuel prévu en décembre. "Notre mission est de nous assurer que les services de renseignement ont bien travaillé", a-t-il rappelé. En outre, la délégation "s'interroge sur les éventuels ajustements qui permettraient de mieux concilier les règles du code frontalière Schengen avec les besoins de la sécurité nationale".

"Quand vous êtes français, vous rentrez actuellement sur le territoire national avec des normes allégées", a expliqué à l'AFP le député UMP Jacques Myard, vice-président de la délégation. Ainsi "la panne du système de contrôle des passeports (à l'aéroport de Marseille, ndr) n'est pour rien" dans le fait que les trois jihadistes présumés n'aient pas été inquiétés, puisqu'ils n'avaient pas à passer ce contrôle, a ajouté M. Urvoas. Aux yeux de M. Myard, cette affaire relève d'un "concoures de circonstances dans des relations internationales complexes", la coopération étant "difficile avec certains pays".

François Hollande avait estimé mercredi que "la coopération avec la Turquie (état) absolument indispensable", mais que "là, il y (avait) eu à l'évidence des manquements". Les trois Français soupçonnés d'être des jihadistes s'étaient évaporés dans la nature à leur retour de Turquie mardi, avant de se rendre mercredi matin.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve avait annoncé une enquête de l'Inspection générale de l'Administration et de la "police des polices", tandis que plusieurs députés UMP, fustigeant l'"amateurisme" du gouvernement, réclamaient des enquêtes administratives ou parlementaires. M. Cazeneuve a aussi promis de se rendre "prochainement en Turquie" pour éviter de nouveaux "dysfonctionnements".

La délégation, à laquelle participaient jeudi, outre MM. Urvoas et Myard, la présidente de la commission de la Défense de l'Assemblée Patricia Adam (PS) et le sénateur PS Jean-Pierre Saurin, a auditionné le directeur central de la police aux frontières, David Skuli, le directeur général de la sécurité intérieure, Patrick Calvar, son adjoint, ainsi que son chef de cabinet et enfin le sous-directeur des affaires judiciaires à la DGSI.

Ces auditions avaient été annoncées mercredi par Mme Adam, lors du débat à l'Assemblée sur l'intervention française en Irak.

Pendant ce débat, le Premier ministre Manuel Valls avait souligné que le gouvernement n'avait "rien à cacher" et qu'il fallait "tirer les enseignements de cette affaire de Marseille" et répondre aux "interrogations légitimes des parlementaires et de nos concitoyens".

rebatmatin

Afp le 25 sept. 14 à 19 41.

30/09/2014

Tous droits de reproduction réservés